

<http://www.crifrance.com/communiqué/153-Censure-et-interdiction-d-un-debat>



Censure et interdiction d'un débat sur la Palestine à Lyon

- Communiqué -



Date de mise en ligne : mardi 15 février 2011

Copyright © Coordination contre le Racisme et l'Islamophobie - Tous droits

réservés

La Coordination contre le Racisme et l'Islamophobie et le collectif Résistance Palestine dénoncent avec la plus grande fermeté la décision du Maire de Lyon Gérard Collomb de nous interdire la Salle Rameau à Lyon, dans laquelle nous devons organiser ce 12 Février 2011 la conférence "Gaza, 2 ans après" avec Georges Galloway (ex député britannique, convoi vivapalestina) ; Gilles Devers (avocat) , René Naba (journaliste et écrivain) et Tahar Al Labadi (président des Etudiants Palestiniens en France). Etaient prévues aussi deux interventions téléphoniques d'un représentant du Hamas et un autre du Hezbollah, annulées suite à un échange téléphonique, et confirmé par écrit, hier auprès du cabinet de Gérard Collomb, dans un esprit de conciliation de notre part.

Rappelons que l'année dernière nous avons fait la même conférence avec les mêmes intervenants en plus d'une intervention d'un ministre du Hamas à Gaza Monsieur Ahmed El Kourd, et cela s'est déroulé sans aucun problème.

La liberté d'expression est la règle, et nous la revendiquons dans le cadre du débat démocratique, au service de la cause palestinienne. La mairie n'a aucun droit pour interdire une réunion, car c'est de la censure. Nous avons pris l'engagement d'assurer le service d'ordre et la bonne tenue des interventions. Nous sommes prêts à assumer toutes nos responsabilités, mais ne pouvons accepter cette censure néocolonialiste.

Cette annulation scandaleuse a eu lieu alors que nous avons réglé la totalité de la location, signé le contrat de location et obtenu toutes les autorisations pour cette soirée. Aucun document officiel ne nous est parvenu pour ce changement arbitraire de dernière minute : le Régisseur de la salle a reçu l'ordre de la Mairie le matin même de la conférence et il nous a affirmé n'avoir jamais vu cela durant sa vie professionnelle.

Non content d'avoir obtempéré aux injonctions du lobby sioniste qui fait la pluie et le beau temps chez nous, (qui fait interdire même les conférences de Stéphane Hessel et Leila Shahid pourtant loin du Hamas et du Hezbollah) Gérard Collomb et les autorités préfectorales nous ont envoyé des dizaines de CRS qui nous ont agressés, gazés, matraqués avec sauvagerie : des femmes, des enfants et des vieillards pacifiques ont été frappés et mis à terre puis deux d'entre eux ont été emmenés au poste de police. Une plainte va donc être déposée contre le Maire de la ville de Lyon et une diffusion massive des images aura lieu pour montrer le visage de la France (pays des Droits de l'Homme) et celle du socialiste et soit disant progressiste, en fait ami des sionistes à qui il a donné la même salle pour le gala pour le "bien être du soldat israélien", et offre gratuitement une salle pour la conférence du Patronat Juif en France. Il faut rappeler que le Parti Travailleur d'occupation en Palestine est membre de l'Internationale Socialiste de Collomb : "Je tiens à confirmer mon soutien fidèle et inconditionnel à la communauté juive ainsi qu'à l'état d'Israël, dans les épreuves douloureuses qui les touchent, comme je soutiens tous les défenseurs de la paix au Proche Orient".

Au moment où les dictateurs tombent et les oppresseurs tremblent, la France et Gérard Collomb continuent à soutenir un régime raciste et d'apartheid qui massacre en Palestine depuis plus de 60 ans, en salissant l'image de notre pays à l'étranger et en donnant des arguments aux extrémistes qui exploitent ces atteintes aux libertés fondamentales et constitutionnelles (droit de manifester, et droit de s'exprimer).

Cette réaction montre la peur des sionistes devant des événements qui leur échappent. L'avenir nous appartient car nous, nous défendons le droit, la liberté et la justice.

Nous appelons tous les amis du peuple palestinien ainsi que les démocrates à dénoncer ce choix politique

désastreux et à en tenir compte lors de toutes les prochaines échéances électorales.

CRI & RESISTANCE PALESTINE

06 18 79 76 61